IR DSU

La Gazette
DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN

LA GAZETTE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN, UNE REVUE SPÉCIALISÉE DÉDIÉE À LA PROMOTION ET AU PARTAGE DE BONNES PRATIQUES

Brest
Edition 2025
BRETAGNE
YouTube



Crédit Damien Goret/Brest Métropole



REPORTAGE 3

À Brest, la culture devient un véritable appui pour les habitant·e·s : elle ouvre des espaces d'expression, renforce la participation citoyenne, accompagne les parcours de vie et crée des lieux où chacun peut se retrouver, apprendre, partager et construire des liens durables.
P. 4

HORS SERIE

Cette année, la Gazette évolue et s'enrichit. À l'édition classique, fidèle à son esprit de terrain, s'ajoute un hors-série entièrement consacré aux places des femmes dans les quartiers prioritaires.
P. 15

Hors Serie
DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN



Fatima Ouassak et Rokhaya Diallo

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales - Edition pas à vendre



ENSEMBLE, FAIRE BOUGER LES LIGNES

Chaque année, les Journées nationales du développement social et urbain rappellent combien il est essentiel de se retrouver, sur un territoire, pour partager nos pratiques, croiser nos regards et donner à voir la richesse des expériences menées partout en France. Ces rendez-vous sont bien plus que des moments d'échange : ils sont des respirations collectives, des temps d'inspiration et de reconnaissance pour toutes celles et ceux qui, au quotidien, œuvrent à faire vivre les quartiers et à renforcer le lien social.

L'édition 2025, organisée à Brest, en a été une magnifique illustration. La qualité de ces journées doit beaucoup à l'investissement exceptionnel des équipes de la métropole, qui ont su conjuguer rigueur et convivialité, professionnalisme et esprit de coopération. Une mention particulière à la vice-présidente, Patricia Salaun-Kerhornou, dont la présence constante aux côtés des équipes pendant ces deux journées a témoigné de l'importance politique et humaine de ce rendez-vous.

Les tables rondes et conférences ont tenu toutes leurs promesses : des intervenantes et intervenants de haut niveau, mêlant chercheur.euse.s, professionnel.le.s de terrain et conférencier.e.s inspirant.e.s, ont nourri des échanges d'une rare densité. Ensemble, ils ont exploré un thème essentiel et trop souvent invisibilisé : la place des femmes dans les quartiers prioritaires.

Face à la richesse des débats, à la diversité des analyses et à la puissance des témoignages, nous avons choisi de prolonger ce travail collectif en le complétant d'un hors-série dédié à cette thématique, pour restituer au mieux la profondeur des réflexions partagées à Brest.

Et parce que ces journées sont avant tout une aventure collective, les articles que vous allez lire ont été rédigés par les participants eux-mêmes, au sein d'équipes de rédaction éphémères. Ce parti pris donne à ce numéro un ton incarné, vivant, profondément collectif — à l'image de l'esprit qui a soufflé sur ces journées.

Puissent ces pages prolonger l'énergie de ces journées, nourrir vos réflexions et inspirer vos actions.

Bonne lecture à toutes et à tous.
Khalid IDA-ALI, délégué général de l'IRDSU.

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

Les places des femmes dans les quartiers

À l'heure où les politiques publiques ont un enjeu de renouvellement face à la complexité des inégalités sociales et territoriales, une évidence s'impose : les femmes dans les quartiers prioritaires ne doivent plus être réduites à un statut, à une fonction ou à un rôle, mais considérées dans leur pluralité comme des actrices centrales de la transformation urbaine et sociale.

Avec une approche inter-sectionnelle, cette édition des Journées Nationales a placé au cœur de ses réflexions les places plurielles des femmes dans la vie de la cité : dans l'espace urbain, dans les dispositifs publics, dans le développement des territoires, dans les choix de société. L'enjeu était de dépasser la simple observation pour faire de cette question un levier d'action, de gouvernance et de justice.
Il s'agit notamment d'interroger la manière dont les projets urbains se construisent encore trop souvent sans elles. Les impensé.e.s de la fabrique urbaine genrée doivent être mis en lumière car la budgétisation de l'action publique et les usages de l'espace public ne sont pas neutres. Leur appropriation sur le terrain mérite d'être examinée, questionnée, réinventée. Il nous tenait aussi à cœur de participer à la valorisation des collectifs de femmes qui œuvrent chaque jour dans les quartiers.

Trop souvent cantonnées au rôle de bénéficiaires, de relais, au mieux d'habitantes engagées, elles doivent être reconnues comme pourvoyeuses d'enjeux, de stratégies, d'alternatives.

En somme, il s'agira de faire de la place des femmes un moteur de transformation collective.
La démonstration de la richesse des territoires, la découverte d'initiatives inspirantes, les échanges entre professionnel.le.s et acteur.ice.s mobilisé.e.s toute l'année sur le terrain pour faire un pas de côté, sont l'essence de ces journées de partage et de réflexion collective.
Déployées au travers de 7 parcours, toutes les visites ont été préparées par des équipes locales et une Métropole heureuses de vous accueillir. Nous étions nombreux à Brest pour cette 20ème édition des Journées Nationales du DSU et avons eu beaucoup de plaisir à partager.
Cette édition de la Gazette a vocation à capitaliser ces temps précieux. Avec une particularité cette année puisque nous consacrons un hors série spécifique aux interventions que nous avons eu plaisir à écouter.

Estella KLEIN, Jamal KHAY
Co-président.e.s de l'IR-DSU

REPORTAGE 1 - RECOUVRANCE, LÀ OÙ LA VILLE AVANCE

Engagement financier et humain, un défi réussi ?

De Queliverzan à Vauban puis de Vauban aux Capucins, le NPRU de Recouvrance révèle une ambition forte et un investissement massif des partenaires. Les volontés de connexion, de désenclavement et d'amélioration du cadre de vie (mobilité, végétalisation, très peu de démolitions, équipements structurants) des différents secteurs du quartier sont réelles et louables. Qu'en est-il de l'appropriation des habitants et plus particulièrement des femmes du quartier ? Malgré l'implication du DSU, des associations de proximité et des différents acteurs, des freins systémiques persistent. La ferme urbaine Quelibelle au coeur de Quéliverzan travaille avec de nombreuses écoles brestoises mais n'est pas assez investie par les habitants. Quant aux "ateliers des Capucins" qui reflètent à priori une certaine mixité sociale ; derrière l'effet "WOW" indéniable, à qui est vraiment destiné l'émerveillement ?



Atelier des capucins

D'une rive à l'autre, relier les quartiers et leurs habitants

Le tramway nous transporte rive droite sur le quartier de Queliverzan où nous rencontrons le bailleur social. Hala nous présente la réhabilitation, en milieu occupé, des 394 logements. Puis, Laurence nous accueille dans le futur local associatif et nous présente Brendan, designer itinérant, qui créé du mobilier adapté pour le local avec la participation des enfants du périscolaire, de l'école et les habitant.e.s du quartier.

A quelques pas de là, Michel de Vert le Jardin nous accueille à Quelibelle, ferme urbaine en développement. Il insiste sur l'importance d'être présent et d'occuper l'espace. Après une montée de 12 étages de la tour 84, nous admirons la vue à 360 degrès sur la ville et identifions les différentes polarités qui vont être requalifiées et connectées dans les années à venir. Nous terminons notre déambulation aux Capucins, lieu emblématique de reconversion d'anciens bâtiments de la Marine. C'est aujourd'hui un espace public ouvert qui, grâce à une gestion souple et originale, en fait un lieu de vie à part entière pour toutes et tous. Enfin, nous rejoignons l'autre rive par le téléphérique, ravi.e.s d'avoir pu échanger avec une multitude d'acteur.rice.s passionné.e.s et engagé.e.s pour la valorisation de leur territoire, au service de ses habitant.e.s.

Ces humain.e.s qui font l'urbain (et des crêpes !)

Au cours de cette visite, Hala, de Brest Métropole Habitat, a valorisé le principe de mise à disposition d'un appartement témoin, ressource et refuge pour les habitant.e.s tout au long des travaux. La future Maison Pour Tous, implantée en rez-de-chaussée, vise à constituer un futur espace de vie sociale pour les habitant.e.s. Le collectif de designer social a pu y présenter son expérience partagée avec les enfants et les habitant.e.s pour penser et fabriquer le futur mobilier d'économie circulaire. L'association Vert le Jardin et ses 20 salarié.e.s animent la ferme de Quelibel depuis 4 ans. Une fonction alimentaire a pu y être développée dans le cadre de Quartiers Fertiles. Avis pour les intéressé.e.s, Michel recrute un.e berger.e !"Mieux vaut être motivé que qualifié !"

Les toits de Queliverzan nous ont permis de profiter de la vue panoramique et d'observer, autour de la présentation d'Alix et d'Eulalie, la connexion inter-quartiers via les mobilités douces, le développement de dispositifs participatifs pour impliquer les habitant.e.s dans le projet urbain, l'approche intégrée du développement social urbain, et l'opportunité foncière d'une zone militaire liberée en coeur de ville. La transformation urbaine se poursuit jusqu'aux remparts Vauban où Mélanie nous traîne difficillement. En passant par la prison, nous avons pu rejoindre l'espace public couvert des Capucins et profiter d'une présentation d'Alain, directeur passionné de la SPL (Société publique locale), fier de ses 2 millions de visiteur.euse.s. Il a exprimé sa fierté de faire des Capucins un lieu du vivre-ensemble apaisé où "rien n'est interdit". L'enjeu est de permettre à chacun.e de co-habiter dans ce nouvel espace qui offrira bientôt une connexion au futur jardin, pendant des ateliers. Pour finir, Charlotte nous présente les Insolites autour d'une crêpe et d'un jus de pomme bien mérités !



ZAC des Capucins - vue panoramique

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

REPORTAGE 2

La culture, un levier d'émancipation sociale.

Au coeur des quartiers prioritaires de la ville de BREST, les politiques culturelles encouragent la participation citoyenne et favorisent l'insertion sociale via les pratiques artistiques. C'est également un puissant vecteur d'émancipation. A travers ce parcours où nous avons déambulé, du Maquis jusqu'au centre social de Kerourien, l'offre proposée aux habitant.e.s est diversifiée et accessible. Cela démontre que la culture n'est pas réservée à l'élite. La culture devient alors un fil d'Ariane pour une partie de la population. C'est non sans émotions qu'un habitant a témoigné de son parcours de vie en déclarant "La culture m'a sauvé".



Le Maquis



Présentation de la démarche du Maquis

Prenons le maquis !

Le groupe “culture, vecteur d'émancipation” a pu découvrir tout un éco-système culturel travaillant en réseau de façon complémentaire, en faveur des droits culturels : associations, centre social, acteur.rices de l'animation jeunesse etc.
Commençons par un lieu alternatif et auto-géré : Le Maquis. Cet equipement atypique fourmille de vie ou chaque personne a sa place avec la volonté d'un accueil inconditionnel : en préparatif le gueleton du vendredi, une compagnie extérieure en résidence, de nombreuses compagnies à demeure et des témoignages des maquisard.e.s ayant été accuilli.e.s puis engagé.e.s dans différents projets. Pour exemple, le projet "ressort" co-financé par le Département permettant aux bénéficiaires du RSA de bénéficier d'un parcours théâtre.

Le GPAS (groupe pédagogique d'action sociale), existant depuis 40 ans, propose quant à lui des activités exclusivement hors les murs pour les enfants de 5 à 15 ans en allant les chercher directement chez eux, elles.
En termes d'(agri)culture, l'association VRAC permet aux habitant.e.s des QPV de bénéficier d'une alimentation de qualité à des prix abordables.

Au centre social, nous avons eu la présentation de dispositifs de jumelage entre un acteur culturel et un quartier prioritaire, notamment celui co-financé Ville-DRAC porté par la scène de musique actuelle "la Carène", un projet sur le long terme, participatif, intégrant les habitant.e.s.

La confiance dans la durée

Ancrée dans la politique de Brest Métropole, la culture apparait comme un enjeu prioritaire de l'action publique. Cependant, l'incertitude financière pourrait mettre en péril dans la durée les projets et les initiatives culturels portés par les associations. Le Maquis, équipement culturel basé au coeur du quartier de St Pierre et rayonnant sur les quartiers prioritaires alentours, en répondant à des appels à projets pour exister, mobilise des habitant.e.s appelé.e.s Maquisard.e.s sur différents projets artistiques. Inscrite dans l'éducation populaire, cette structure promeut la participation citoyenne et l'accès aux droits culturels, au delà d'une tarification adaptée, à travers la médiation artistique.

Cette dernière n'est malgré tout pas suffisante pour capter le public. Il reste à inventer de nouvelles formes d’actions culturelles pour mobiliser et encourager les habitant.e.s à rompre l'isolement, et créer du lien. L'association Groupe Pédagogique et d'Animation Sociale met en place des projets personnalisés à destination des familles de KEROURIEN en proposant des animations hors les murs et en accompagnant ces publics vers les structures culturelles de la ville et en favorisant leur émancipation sociale.
On peut également travailler ce volet à travers des outils culturels coportés par un équipement de proximité, par exemple le centre social Couleurs Quartier et un acteur culturel, La Carène. Ce partenariat engagé sur le long terme permet aux familles et notamment aux jeunes de se découvrir à travers une expression artistique en s'inspirant de leur culture personnelle.
Ainsi, la culture comme vecteur d'émancipation sociale est un outil mais doit être accompagnée et partagée par les acteur.rice.s de quartier et les institutions territoriales.

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

REPORTAGE 3 - DU BESOIN DE PARTICIPATION, AU DÉSIR DE RENCONTRE...

KEREDEN : un « quartier pour tous.tes » où les habitant·es vous accueilleront mieux que l'urbanisme !

En Bretagne, les femmes sont historiquement les piliers du tissu social. Reconnaître leur rôle et s'appuyer sur leur pouvoir d'agir est essentiel pour dépasser les logiques de gestion cloisonnées.
À Kérédén, agent.e.s et bénévoles œuvrent pour créer du lien sans préjugés, écouter les habitant.e.s et impulser une dynamique collective. Malgré des logements confortables, le quartier manque de lieux de rencontres spontanées. À travers le Budget participatif «127», des projets tels que « partager, jouer, cuisiner dehors » favorisent l'inclusion de tou.te.s, sans exclure.
Aller vers, c'est tisser des liens, reconnaître les parcours, et investir les espaces publics comme de véritables places de village.
Ici, il s'agit de démocratiser l'action publique en réalisant des projets d'habitant.e.s à une échelle de temps humaine.


Départ de la [illegible]

À Keredern, la solidarité tisse du lien social

Le 26 juin 2025 à 14h30, nous arrivons dans le « Village d'Edern », autrement dit Keredern. Peu fréquenté, enclavé et d'apparence endormi, ce quartier de 4000 habitant·es révèle pourtant une autre réalité.
Le contraste est frappant entre son image physique — tours imposantes, espaces verts peu aménagés, commerces absents ou incendiés, parkings omniprésents — et la chaleur des rencontres faites sur place. Derrière cette impression de quartier dortoir, une vie locale existe, portée par les habitant.e.s, les associations (CSC, Petits Débrouillards, PLL) et les services de proximité.
Face à cette dichotomie, un travail d'aller-vers a été engagé pour retisser du lien entre les habitant.e.s et les acteur.rice.s du territoire. Jardin partagé, présence régulière sur le terrain, formation à la médiation : autant d'initiatives pour réactiver l'écoute et répondre aux besoins concrets.

L'IRDSU sur les traces d'Angela Davis : genre et races, pour un questionnement des pratiques des professionnels de la Politique de la Ville

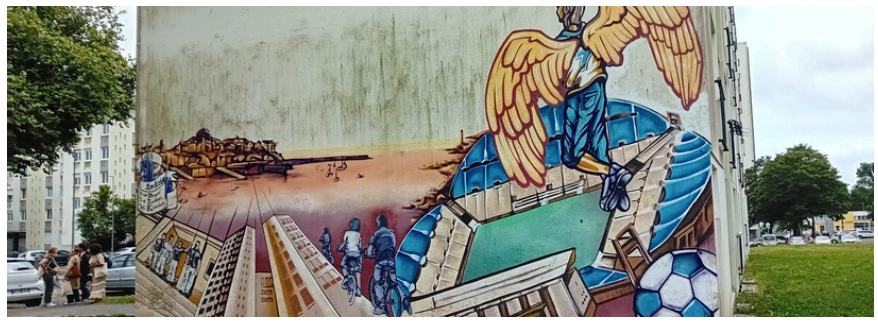
Les 20èmes Journées de l'IRDSU consacrées à la place des femmes dans la Politique de la ville ont été l'occasion d'offrir une tribune à des personnalités engagées à la parole libre, parfois polémique, sur le sujet sensible des discriminations cumulées de genre, d'origines culturelles et de catégories socio-économiques. Le propos questionne les pratiques de l'aller-vers ces publics subissant ces formes de violences. Faut-il parler de mères, de mamans, d'habitantes, de femmes alors qu'elles sont aussi des citoyennes, des soeurs, des filles ?

La catégorisation est elle-même limitante et réductrice. Pourtant, le parcours 3 a été l'occasion de rencontrer des jeunes filles pour qui l'appropriation de l'espace public et des équipements sportifs en particulier n'était pas un sujet. Un constat qui nous rappelle qu'il ne faut pas faire "pour" mais plutôt "avec" en évitant de parler et penser "à la place de". L'approche par génération mérite d'être aussi interrogée.

Comment répondre à la sur-sollicitation alors que domine un sentiment d'impuissance ? Comment mobiliser des femmes dont l'emploi du temps et la charge du quotidien sont extrêmement lourdes ? Les collectifs de jeunes peuvent-ils être des alliés sur ces sujets majeurs ? Leurs engagements dans la vie de la cité et dans des pratiques de solidarité sont autant de fils à tirer.

Pour les professionnel.les de la Politique de la Ville, il devient nécessaire de se former plus et mieux, pour appréhender le sujet dans ses différentes réalités.

A l'image de la formation sur la laïcité proposée par les Préfectures, c'est une bataille culturelle qui doit être menée. Elle doit permettre l'évolution des mentalités, de nouvelles formes de pratiques et des projets opérationnels. Toutes les strates de la politique de la Ville, des services de l'Etat aux collectivités locales, doivent être irriguées par cette logique.



Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

REPORTAGE 4 - POUVOIR D'AGIR ET RETOUR À L'EMPLOI

"Trouver sa place" et "trouver une nouvelle famille en France"

Ces mots, ce sont ceux des femmes rencontrées "au 7", ensemblier d'insertion, lors du parcours "Emploi". Loin d'être spectatrices de leur rapport à l'emploi, elles s'investissent dans les "cafés des talents". Et du talent, elles en ont ! Mais également une énergie à revendre qui permet de créer "une nouvelle famille", des liens sociaux forts. Dans cette page, vous allez découvrir, Silzig, "la petite saucisse" en breton, bouée de sauvetage, support de chantier d'insertion au sein duquel les habitantes sont les capitaines de leur remobilisation vers l'emploi. Face à la mer agitée du monde du travail, ces navigatrices se posent toujours la question de leur futur après ces deux années. Nous vous invitons à plonger avec nous au coeur du "7", rue de Vendée à Bellevue à Brest. Embarquez !



Départ

Océanplus : l'insertion qui sauve des vies en mer et à terre

A Brest, Océanplus ne fait rien comme les autres. Ce chantier d'insertion bouscule les codes en alliant inclusion sociale, innovation et performance industrielle. Sa Fierté ? la Silzig, une bouée de récupération d'hommes à la mer, conçue pour sauver des vies en mer...et à terre ! Surprenant pour un chantier d'insertion ? Absolument. Et c'est ce qui fait toute sa force, diversité des activités rime avec excellence : Fabrication d'équipements de sécurité en mer, révision de brassières, fabrication d'articles de bagagerie permettant le recyclage de voiles et de bâches événementielles recyclées... Ici on produit beaucoup et bien. Chaque salarié.e en insertion acquiert des compétences concrètes, utiles et valorisables. La montée en compétence est au coeur du projet, dans une logique d'économie circulaire et durable. Océanplus est aussi un lieu d'innovation sociale où l'on croit au potentiel de chacun. Chaque produit fabriqué porte la marque d'un parcours, d'un engagement, d'une envie de rebondir. En alliant utilité publique, exigence technique et impact humain, ce chantier pas comme les autres montre qu'insertion peut rimer avec ambition. Le temps nous manque pour vous parler des cafés de l'emploi, retrouvez les sur le facebook d'ICEO : https://www.facebook.com/100057333413478/videos/1463772025033596/



Chantier innovant (bouées SILZIG)

L'emploi au service de la valorisation de l'humain !

Au cours de notre immersion dans le quartier Bellevue, centrée sur la découverte de structures d'insertion par l'emploi, nous avons exploré un modèle d'insertion par l'activité économique (IAE) particulièrement adapté aux besoins des personnes accompagnées. La présentation de la société SATO a été un moment fort, à la fois enrichissant et émouvant. Les femmes bénéficiaires du dispositif ICEO ont partagé avec sincérité leur parcours, mettant en lumière l'importance du lien de confiance instauré avec les professionnel.le.s.

Cette relation repose sur la valorisation des compétences individuelles, favorisant ainsi une réelle inclusion sociale et professionnelle.

Ce que nous retenons de cette expérience, c'est l'efficacité d'un accompagnement axé sur le pouvoir d'agir, et l'ancrage dans un réseau de structures visant à rompre l'isolement tout en facilitant un retour durable à l'emploi. Cette dynamique se traduit aussi concrètement par des résultats chiffrés, notamment une forte représentation de femmes et d'habitant.e.s des QPV, supérieure à la moyenne nationale.

Le chantier d'insertion de la "petite saucisse" SILZIG incarne quant à lui une approche innovante, avec la volonté affirmée de son créateur d'inscrire son invention dans le champ de l'économie sociale et solidaire. Les salarié.e.s, souvent issu.e.s de parcours migratoires, y fabriquent avec rigueur et expertise des équipements de secours en mer susceptibles de sauver des vies à l'échelle internationale. Cette initiative lie innovation, économie circulaire et valorisation des matériaux recyclés locaux. En conclusion, nous privilégions les témoignages vécus, bien plus percutants et engageants que les présentations trop techniques ou statistiques, dans ce type de démarche d'observation et d'échange.

REPORTAGE 5 - ALLIANCES ÉDUCATIVES AU SERVICE DU TERRITOIRE

Le faire-ensemble au plus près : L'ADN de la ville !

La visite du quartier nous a permis de découvrir des alliances remarquables entre les acteurs éducatifs du quartier de Bellevue. De la santé, au travail sur les mots, en passant par le sport, les cours d'école et les espaces de vie, l'ensemble des partenaires se réunit autour des parcours de réussite des jeunes. Dans les rues piétonnes, devant les écoles, ce sont non seulement les jeunes qui ont imaginé leur espace, mais ils y ont directement mis la main, à travers la réalisation d'éléments urbains et la création de fresques artistiques.
On s'interroge, en passant d'un projet à l'autre : et si, partout, la ville était fabriquée patiemment, à hauteur d'enfant ?

Bellevue : un quartier en mutation et en action

Après un court trajet en bus, nous arrivons dans le quartier Bellevue. Nous sommes, dès l'arrivée, imprégné.e.s par la rénovation de celui-ci (tram, réhabilitation de l'habitat). Le parcours du tramway permettra de désenclaver le quartier. Nous nous rendons compte de la force des alliances éducatives illustrées au travers des différents projets : La cour et le parvis aménagés par les enfants et les parents. L'expérimentation rend vivante et accessible la médiation culturelle à la population. Une action retient notre attention, le BAL (Bureau des Affaires Lexicales), niché au coeur du quartier sur la place commerciale. Ce bureau est ouvert le mercredi et samedi après-midi et le jeudi pour des interventions extérieures. Les publics se rencontrent , échangent et se mobilisent afin de jouer avec les mots et s'initier au graphisme et à la typographie. Clin d œil aux femmes, le projet d'aménagement du square du Poitou pensé par les femmes mais pour tous.



Quartier de Bellevue



Le Bureau des affaires lexicales (BAL)

Le Bureau d'Analyse Lexicale, un projet qui réinvente le langage

Le coup de coeur des professionnels qui ont participé au parcours "Alliances éducatives", c'est le Bureau d'Analyse Lexicale : un projet performatif, artistique, éducatif, qui met les mots au centre du jeu, dans un quartier populaire. À la fois pour se les réapproprier, et faire sien le langage qui parfois n'appartient plus aux habitant.e.s ; pour rendre beau le langage des jeunes et des enfants. Mais aussi pour rendre le monde plus riche et coloré, en repartant avec un mot qu'on ne connaissait pas, et qui s'ajoute à tous ceux que l'on possédait déjà.

C'était un moment de poésie, pour nous tout.e.s.

À un moment où, dans la conversation publique, les mots des quartiers et les mots sur les quartiers se font de plus en plus petits, parfois malfaisants, cette démarche nous a touché. Elle réveille, elle renouvelle l'envie d'agir pour le respect et la dignité des habitant.e.s.
De façon un peu étrange, décalée, elle résonne aussi avec les débats des conférences, qui ont pour beaucoup tourné autour de mots. De mots qui peuvent permettre de désigner des réalités, jusque-là invisibles ; qui peuvent aussi parfois remuer, secouer, diviser.
Nous avons apprécié, plutôt que de débattre autour de mots, pendant un instant, les considérer comme des trésors à échanger, sans que personne ne perde rien dans cet échange.

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

REPORTAGE 6 - RÉ-HABITER LA VILLE

Kerbernier renaît, porté par la mémoire et les voix de ses femmes



Départ de la visite du quartier

La Métropole de Brest se lance dans une belle perspective d'amélioration du cadre de vie des habitants-es de Bellevue. Avec le soutien de l'ANRU et différents partenaires locaux (Bailleurs, CSC, les compagnons batisseurs etc.) nous avons découvert Kerbernier, quartier de moins de 1200 habitants.e.s. Nous avons été sensibles à cette volonté commune d'accompagner cette transformation en douceur. Quelle réussite ! Le projet « Histoire et mémoire de Kerbernier » avec ses podcasts, ses photos du quartier et ses portraits de femmes plurielles a rencontré son succès, tant auprès des habitants.e.s que de notre groupe lors de cette visite. Entre déconstruction, réhabilitation, aménagement des espaces publics, le quartier se trouvera décloisonné et plus attractif avec l'arrivée du tram à proximité. Ce quartier c'est comme le phénix qui renaît de ses cendres (paroles de femme de Kerbernier - collectifs mamans 29).

Bellevue Kerbernier en perspective

A travers ce quartier emblématique de Brest, la déambulation nous a amené à rencontrer des acteur.rice.s de proximité, pierres angulaires de l'accompagnement des habitant.e.s dans la transformation du quartier. Après un passage par la place de Metz, notre parcours fait une halte au jardin partagé où nous échangeons avec l'animateur du centre social.

Les habitant.e.s se sont approprié.e.s ce lieu de convivialité au coeur du quartier, à l'image des autres initiatives proposées par un centre social très actif. Nous nous enfonçons dans les rues, à la découverte des chantiers en cours, entre démolition et aménagements, commentés par un bailleur social, BMH.

Ce dernier a conventionné avec les Compagnons Bâtisseurs pour accompagner les locataires dans l'appropriation de leur logement en les rendant acteur.rice.s des travaux d'embellisement. Le "faire ensemble" reste au centre de cette action en s'appuyant sur une présence physique de deux animateurs dans le quartier.

La visite s'achève dans le local du centre social en écoutant une captation sonore et visuelles des habitant.e.s et expositions des portraits de femmes du quartier, une façon de garder en mémoire l'histoire.



Jardin partagé

Kerbernier : le pouvoir d'agir au service de la transformation du quartier.

Un projet partenarial ambitieux et ancré localement, Dans un quartier prioritaire de la métropole, un projet de renouvellement urbain exemplaire se développe grâce à une alliance étroite entre la Métropole, la Ville, le bailleur social et le centre socioculturel (CSC). Une équipe projet intégrée a été mise en place, témoignant d'une forte coordination entre acteur.rice.s.

Le bailleur social adopte une posture ouverte et impliquée, mobilisant les Compagnons Bâtisseurs pour favoriser l'auto-réhabilitation accompagnée des logements. Un local de chantier solidaire, animé par un adulte relais, a été mis à disposition, avec un financement de 200 000 €.

> **La mémoire du quartier devient un levier de transformation.**

Le CSC, très présent, joue un rôle central d'"infusion" du projet dans la vie locale. La conduite du projet est remarquable, malgré des moyens humains réduits (1,5 ETP cumulés pour la Métropole et la Ville). Elle s'appuie sur une coordination étroite avec l'arrivée d'une nouvelle ligne de tramway et sur une stratégie ciblée : concentrer l'intervention sur un secteur restreint du quartier pour garantir une transformation cohérente.

Le bailleur semble assumer l'ensemble des exigences de l'ANRU : relogement, démolition, reconstitution hors site, réhabilitation, diversification. L'aspect environnemental est pris en compte via une plateforme de réemploi, bien que des questions subsistent sur l'impact de l'emprise chantier en cœur d'habitat.

Du côté des habitant.e.s, l'implication repose sur des outils simples mais efficaces : lettres d'info, deux événements annuels, maison du projet mobile et local d'animation. Un travail sur la mémoire du quartier est co-construit avec les habitant.e.s, valorisant leur savoir-faire.

Le tout avec un budget limité (10 000 €/an), mais des résultats notables.

Le projet pourrait inspirer l'accueil des nouveaux habitant.e.s dans les futures opérations de diversification. À noter : des coûts de travaux bien inférieurs à ceux observés ailleurs.



Rehabilitation quartier de Bellevue

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

Nouveautés de l'IRDSU

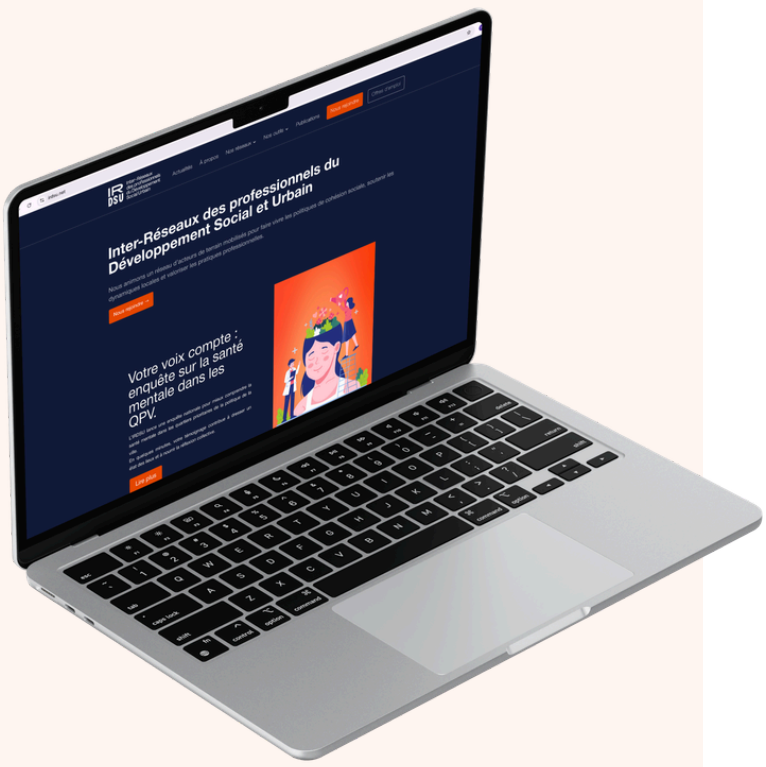
INAUGURATION DU BUREAU DE L'IRDSU

Le 17 septembre, l'IRDSU a inauguré ses nouveaux bureaux au 4, place de la République à Saint-Ouen-sur-Seine. En partageant nos locaux avec le Forum Français de la Sécurité Urbaine et France Médiation, ce nouvel espace, moderne et convivial illustre notre volonté de renforcer la proximité avec les acteurs du développement social urbain et d'affirmer notre rôle de plateforme nationale d'échanges et de coopération.



Innauguration du 17 septembre

NOUVEAU SITE INTERNET



LES JOURNÉES NATIONALE DE 2026

En 2026, les Journées Nationales de l'IRDSU seront organisées à Marseille. Un rendez-vous attendu pour prolonger les échanges et ouvrir de nouvelles perspectives pour les quartiers.



Marseille

REPORTAGE 7 - UN QUARTIER AU COEUR DES ENJEUX ALIMENTAIRES

Le bonheur est dans l'assiette : une alimentation saine et accessible.

Comment l'accès à des produits de qualité à des prix raisonnables est devenu un sujet central dans les quartiers populaires ? Et comment cela contribue à la mixité sociale ?
Avec le soutien de la Politique de la Ville, un écosystème d'acteur.rice.s s'est mobilisé pour faire naître des projets autour de l'enjeu alimentaire : des groupements d'achats, une épicerie solidaire en mixité, un magasin Biocoop, des jardins partagés et nourriciers, un restaurant éphémère, une caisse commune d'alimentation... De la production à l'assiette, tous les maillons de la chaîne sont représentés au sein d'un quartier.
Plongez dans le quartier de Pontanézen à la découverte de ces initiatives inspirantes !



Epicerie solidaire

La mixité comme fil conducteur des projets à Pontanézen.

L'enjeu de mixité est au coeur des projets que nous avons pu visiter. Nous avons pu observer plusieurs formes de mixité : mixité sociale, pluralité d'acteur.rice.s etc. La non-stigmatisation des habitante.s du quartier et la volonté qu'iels en soient les premier.e.s bénéficiaires sont centraux dans les objectifs de chacune des initiatives visitées et des préocupations des porteur.euse.s de projets.

Un écosytème d'acteur.rice.s coopère pour favoriser l'émergence d'actions concrètes et alignées avec les besoins des habitant.e.s. Cette culture du partenariat permet de péreniser les projets et de consolider des nouvelles dynamiques locales.

Enjeux de reconnaissance et perspectives.

À Pontanézen, quartier brestois de 2 700 habitants, l'alimentation devient levier d'inclusion. Première halte : l'épicerie solidaire en mixité, expérimentation unique en Bretagne, portée par Epicerie Solidaire en Réseau (ESR). Ouverte en janvier 2025 au centre social Horizon, elle est animée par une salariée et 20 bénévoles. Trois tarifs y coexistent (solidaire, réduit, réduit+), pour une centaine d'usager.e.s.

Deuxième étape : Le restaurant éphémère "Cuisine du monde", co-porté par l'ADESS, acteur de l'ESS, et le centre social. Des habitant.e.s/bénévoles de l'association Cabas des champs, et un salarié de VRAC 29 (deux groupements d'achats complémentaires) accueillent les visiteur.euse.s. Quinze coopérateurs y testent pendant six mois la gestion d'un projet de restauration tout en étant accompagnés dans leur parcours professionnel.

Direction ensuite le "Jardin du bonheur", un jardin partagé animé par Vert le Jardin, né d'une initiative de Finisterra-Biocoop. Enfants, familles et kiosque s'y croisent autour d'un espace d'expérimentation conviviale.

La visite se poursuit à la ferme urbaine, portée par 15 salarié.e.s. Maraîchage, écopâturage, jardins collectifs, boissons naturelles pour les associations locales : les projets foisonnent.
Clôture chez Finisterra-Biocoop, implantée dans le quartier depuis 2013. Sa présence est un choix militant, au service d'une alimentation de qualité, accessible à tous.

Chacun est porté par le même désir de participer à la cohésion sociale sur le territoire.
Coup de coeur spécial à l'association Vert le jardin et sa ferme située au coeur du quartier. La multitude et la diversité des initiatives portées par cette association révèlent leur ancrage et leur engagement pour une alimentation de qualité et accessible à tou.te.s. Cannelle et Adèle, salariées de l'association, nous transmettent leur énergie, leur passion et leur engagement à travers leurs discours.

Michel, directeur de l'association, nous raconte une partie de son histoire : sa mère, passionnée de jardin, est décédée dans son jardin. Elle avait à coeur d'entretenir un potager diversifié, mais aussi beau grâce aux fleurs et plantes qui apportaient de la couleur. Ce partage résonne avec la carte blanche de Rokhaya Diallo qui met en avant l'esthétique comme vecteur d'émancipation des femmes. Plus globalement pour ce qui concerne le jardin et le partage de cet espace, elles apportent de l'harmonie et de la médiation.

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales



Être femme aujourd'hui dans un quartier prioritaire

Elles sont venues de Lyon, Marseille et Brest. Femmes actives, militantes, mères de famille : toutes partagent un quotidien fait d'engagement, de charge mentale, de solidarité, mais aussi de discriminations.
Ensemble elles ont fait émerger des paroles fortes, des récits de vie, des constats lucides et des propositions concrètes.

Ce que qu'elles ont aimé.... et moins aimé

Ces 2 journées ont été enrichissantes, valorisantes et libératrices. Elles ont permis de mettre en lumière les multiples rôles que jouent les femmes dans les quartiers : pilier des familles, actrices sociales, relais communautaires.
« Ces deux journées étaient intéressantes, gratifiantes. Ça met en valeur ce que font les femmes dans les quartiers ».
Certaines ont exprimé le regret de ne pas avoir été plus nombreuses, insistant sur l'importance de donner la parole à toutes les femmes, y compris les plus invisibilisées : jeunes filles, femmes isolées, mères célibataires, femmes voilées.
« Il aurait fallu ouvrir plus les portes aux invisibles ».

L'intervention de Rokhaya Diallo a été largement saluée : ses propos sur la beauté des femmes racisées, la représentation, les normes capillaires ont trouvé un fort écho.
« Quand elle a parlé des cheveux, de la beauté, j'ai pensé à ma fille. Elle se bat avec ses cheveux frisés. J'aurais voulu qu'elle entende ça, il n'y a pas de beauté universelle ».
« Moi, aujourd'hui, j'assume mes cheveux frisés. Les cheveux, c'est un acte politique ».

L'intervention de Fatima Ouassak a suscité des réactions plus nuancées. Si certaines ont été bousculées par ses propos, plusieurs se sont reconnues dans l'idée de femmes fortes, éduquées à résister aux discriminations systémiques et à prendre leur place dans l'espace public.
« Avant, les femmes restaient à la maison. Aujourd'hui, on s'implique dans nos quartiers. Mon éducation m'a préparée à prendre cette place ».

Les discussions ont également fait émerger des expériences de discrimination, de stigmatisation, mais aussi de résistance et d'affirmation personnelle.
« Je porte le voile depuis mes 14 ans. À l'école, on me soupçonnait de subir la pression familiale. On ne m'imaginait pas capable d'avoir mon propre avis. Et a contrario on attendait de moi que je choisisse une orientation professionnelle, là pour les enseignants, j'étais capable. C'est ma liberté de porter le foulard ».





Publicité

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

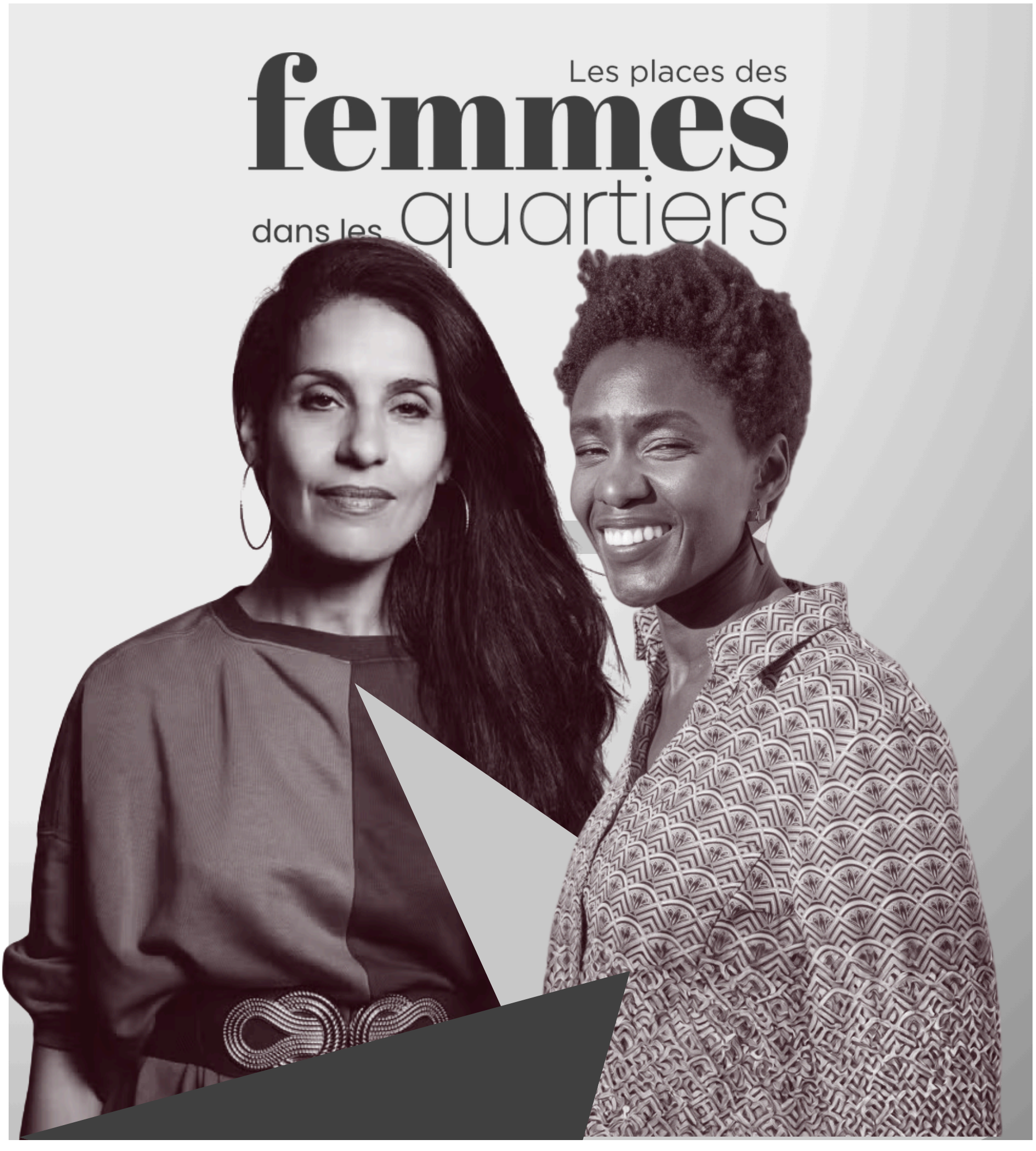
IR DSU

Hors Serie

DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN

LA GAZETTE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN, UNE REVUE SPÉCIALISÉE
DÉDIÉE À LA PROMOTION ET AU PARTAGE DE BONNES PRATIQUES

Les places des femmes dans les quartiers



Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales - Edition pas à vendre

Estella Klein
Co-présidente de l'IRDSU



Chers amis
Chers partenaires,
Chères participantes, chers participants,
Chers toutes et tous,

Bienvenue à Brest. Bienvenue parmi nous, pour cette 20e édition des Journées Nationales de l'IRDSU, dans cette ville ouverte, chaleureuse, inventive – et qui porte si bien l'esprit de la transformation que nous défendons. Cette première ouverture de Journées Nationales est pour moi en tant que Co-Présidente de l'IRDSU, chargée d'émotion à 2 titres :
- Parce qu'elle succède à celles ouvertes par un Président émérite qui a porté le réseau avec force, ouverture d'esprit et engagement pendant 10 ans. C'est pour cette raison que nous l'avons débauché de ses fonctions pour continuer l'aventure de manière étroite avec l'IRDSU en en devenant le Directeur Général. Je me permets donc ce remerciement tout particulier à Khalid IDA ALI, qui en tant que salarié désormais reste tout autant engagé.

Et parce que le fil rouge de ces journées choisi collectivement est celui des places des femmes dans les quartiers prioritaires, sujet qui me tient tout particulièrement à cœur et qui m'a souvent questionné. En tant que femme, ayant grandi dans une ville particulièrement touchée par la précarité et d'une génération qui n'a pas été éduquée dans une vision d'égalité de genre, alors même que celles à qui je m'identifiais, les figures familiales, les adultes référentes de ma famille étaient toutes des femmes et des femmes fortes. Ma construction et ma déconstruction n'en sont que plus fortes aujourd'hui.

Aussi, à l'heure où les politiques publiques doivent se réinventer face à la complexité des inégalités, une conviction nous anime : les femmes des quartiers prioritaires ne peuvent plus être réduites à un rôle périphérique. Elles doivent être reconnues comme des actrices centrales de la transformation urbaine, sociale, et démocratique.

Nous avons souhaité penser ces journées dans une approche intersectionnelle, car elle est aujourd'hui indispensable. Tout simplement parce que les discriminations ne s'additionnent pas simplement, elles se croisent, se renforcent, s'entrelacent, dans des expériences de vie qu'encore trop peu de politiques publiques prennent en compte.

Les femmes des quartiers populaires, parce qu'elles sont femmes, parce qu'elles sont racisées pour certaines, parce qu'elles sont issues de l'immigration parfois, parce qu'elles sont mères, précaires, isolées parfois aussi – mais aussi paradoxalement quand elles sont indépendantes, brillantes, et donc dérangeantes – subissent une série d'obstacles systémiques. Elles vivent au croisement des injonctions, des stéréotypes, des exclusions, et leur engagement dans la vie de la cité est encore trop souvent invisibilisé, instrumentalisé, décrédibilisé.
Or, elles sont créatrices de solutions, stratèges du quotidien, expertes de la débrouille et de la solidarité. Elles savent s'organiser, se battre, créer, transformer. Elles n'ont pas besoin qu'on parle à leur place. Ce qu'elles attendent je crois – ce qu'il nous appartient de leur offrir – c'est de la reconnaissance, de la visibilité, de l'appui.
Ces journées ne sont donc pas là pour leur tendre un porte-voix. Elles savent parler, agir, construire sans nous.
Notre ambition est de les mettre en lumière, de faire place à leurs initiatives, de leur faire place dans les Villes de demain et surtout, de nous donner collectivement envie de poursuivre, amplifier et essaimer les dynamiques qu'elles incarnent déjà.

Au nom de l'IRDSU, je remercie chaleureusement la ville et la métropole de Brest, l'ANCT, le CNFPT, le centre de ressources Résovilles, nos partenaires nationaux, les équipes locales dont tout particulièrement Mélanie AMEDRO et Emmanuelle BENARD (et l'ensemble de leur équipe) qui ont été d'un exceptionnel accueil et soutien ainsi que les bénévoles et l'équipe de l'IRDSU, qui ont préparé avec soin ces deux jours. Merci aussi à vous toutes et tous, venus parfois de loin, pour apprendre, partager, écouter, débattre, et rêver ensemble à une ville plus juste, plus équitable, plus inclusive, plus vivante.

Bienvenue à vous dans cette grande maison qu'est l'IRDSU.
Ces journées sont les vôtres. Qu'elles soient belles, utiles, puissantes.
Aussi pour démarrer : Mesdames, je vous invite à vous lever et je nous invite à vous applaudir !

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

Celles qui tiennent les murs

Déconstruire les regards dominants

Qui parle des femmes des quartiers et qui les écoute vraiment ? Dans l'espace médiatique et politique, elles apparaissent le plus souvent comme des figures ambiguës, coincées entre victimisation et stigmatisation. Reléguées à l'arrière-plan des représentations centrées sur la violence masculine, elles sont décrites comme soumises, en danger, qu'il faudrait sauver de leur quartier, de leur culture, pour les conduire vers les « Lumières » de la majorité dominante. L'image des femmes voilées, omniprésente depuis des décennies, condense cette ambivalence : boucs émissaires d'un prétendu archaïsme et victimes indésirables, elles n'obtiennent ni empathie ni reconnaissance.

Cet imaginaire s'inscrit dans une histoire longue. Les femmes racialisées ont été dépossédées de leur maternité : esclavage, stérilisations forcées, politiques de contrôle des naissances à La Réunion dans les années 1960 ou plus récemment à Mayotte. Aujourd'hui encore, les parents des quartiers populaires sont suspects : accusés de mal éduquer, de produire une jeunesse dangereuse, à rééduquer via des « plans anti-émeutes ».

Des résistances discrètes aux combats ouverts

Dans la vie quotidienne des quartiers, les femmes jouent un rôle fondamental mais peu reconnu. Elles assurent la cohésion sociale, souvent bénévolement : garde d'enfants à tour de rôle, soutien psychologique, aide administrative, traduction. La sociologue Hanane Karimi parle de « politique du seuil », cet espace entre sphère privée et publique où s'organise la survie collective.

Depuis les années 1980, des collectifs féminins se sont constitués pour briser l'isolement, interpeller les institutions ou défendre l'école publique. À Villiers-le-Bel, des mères se mobilisent après les révoltes pour calmer les tensions et protéger leurs enfants. À Marseille, Aulnay ou Toulouse, elles interpellent rectorats et élus sur le manque de moyens scolaires. À Grigny ou Sevran, elles organisent des ateliers de socialisation, de jardinage, de théâtre, qui deviennent des lieux de politisation douce. Ces initiatives locales constituent un véritable féminisme du quotidien, enraciné dans la vie des quartiers, rarement reconnu mais essentiel.

Les institutions responsables des humiliations, des morts ou des discriminations restent, elles, hors de cause. Lorsque surviennent des violences sexistes et sexuelles, elles sont présentées comme un « problème de quartier », alors que le sexisme est endémique dans toute la société. On parle des femmes populaires, rarement avec elles. Pourtant, elles alertent, hébergent, traduisent, accompagnent dans le silence et l'absence de soutien institutionnel. Leur rôle central dans la lutte contre les violences reste invisibilisé, coincé entre le racisme qui réduit leurs quartiers à la barbarie et le patriarcat qui leur demande de se taire pour protéger la « communauté ». De plus, un féminisme dominant, souvent blanc et bourgeois, prétend les sauver sans interroger le patriarcat structurel des institutions censées protéger.



Rokhaya Diallo

Enfin, quand elles dénoncent des conditions de travail indignes, comme les femmes de chambre en grève ou les agentes de nettoyage de la SNCF, leurs luttes restent en marge des récits féministes. Parce qu'elles n'emploient pas les codes attendus, elles sont ignorées, alors même qu'elles portent une parole forte de dignité, de solidarité et d'émancipation.

Peu d'archives conservent la trace de ces actions. Les récits officiels effacent encore la centralité des femmes, particulièrement non blanches, dans la construction des solidarités. Pourtant, leurs empreintes sont visibles dans chaque école maintenue ouverte, chaque atelier animé, chaque repas partagé pour tenir bon.

Un environnement précieux

Dans les quartiers populaires, l'écologie n'est pas une mode mais une nécessité. Elle est contrainte, inventive, collective, portée par les femmes. Elles réutilisent vêtements et objets, réduisent le gaspillage alimentaire, organisent des achats collectifs, initient des jardins partagés. Ces pratiques traduisent une écologie ordinaire, pragmatique, ancrée dans la survie quotidienne et la transmission de savoirs.



Rokhaya Diallo

Les femmes deviennent des actrices écologiques de proximité : lutte contre l'insalubrité, recycleries, soins naturels, transmission culinaire. À Aubervilliers, un terrain vague transformé en jardin partagé par des habitantes devient espace de solidarité et de culture. À Marseille, des femmes issues de l'immigration revendiquent l'accès à la terre et à l'eau. Ces gestes ne sont pas naturels : ils sont politiques. Ils pallient l'absence de services publics, redonnent de la valeur à des espaces méprisés et incarnent un modèle de résilience et de justice environnementale.

Des collectifs féminins se mobilisent aussi pour un environnement sain : à Sevran contre une usine polluante près des écoles, à Saint-Denis contre l'insalubrité des logements sociaux. Ici, justice sociale et justice de genre se croisent : respirer, loger dignement ses enfants, avoir accès à des espaces sûrs relèvent de combats écologiques menés au quotidien par des femmes.

Contre toutes les violences

Face aux violences policières, ce sont des femmes, sœurs, mères ou filles, qui portent les luttes : Amal Bentounsi, Assa Traoré, Isabelle Liu. Leur courage est salué mais ne doit pas masquer les rôles sacrificiels qui leur sont assignés. Dans les sociétés antillaises, la femme « potomitan », pilier de la famille, incarne ce modèle de sacrifice : figure valorisée mais enfermante, qui cantonne les femmes au second plan.

Or, les femmes ont aussi droit à l'individualité, au soin d'elles-mêmes. Comme le rappelait Audre Lorde, prendre soin de soi est un acte de préservation et une arme politique. Ne pas réduire les femmes à des fonctions de service ou de sacrifice, mais reconnaître leur droit à l'autonomie, est une nécessité.

Et la beauté dans tout ça ?

Dans les quartiers, la beauté devient résistance. Une tresse soignée, un foulard coloré, des boucles d'oreilles choisies : autant de gestes esthétiques qui réaffirment dignité et présence dans des espaces marqués par la précarité et le mépris. La beauté n'est pas coquetterie mais langage silencieux : « je suis là, je me tiens droite, je définis ma dignité ».

Ce n'est pas la beauté des normes dominantes, mais une esthétique populaire, politique, forgée dans l'adversité. Dans des lieux où tout dit aux femmes qu'elles ne valent rien, elles réinventent un style qui devient affirmation de soi et revendication d'existence.

Les femmes des quartiers populaires ne sont pas des objets de sauvetage mais des sujets politiques à part entière. Leur rôle dans la survie collective, leur engagement écologique, leurs luttes contre les violences, leur créativité esthétique constituent une mémoire politique qu'il faut reconnaître, documenter et valoriser. On ne construit pas l'égalité sans justice pour ces femmes qui, dans l'ombre, tiennent les murs et font tenir la société.

Rokhaya Diallo – juin 2025

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

Pour un espace public plus inclusif Métropole Européenne de Lille

S'interroger sur la place des femmes dans l'espace public, c'est reconnaître que la manière dont la ville est pensée et aménagée influence profondément les usages et les relations sociales. Ainsi, en pleine transformation urbaine avec les Nouveaux Projets de Renouvellement Urbain de la Métropole de Lille, cette réflexion devenait essentielle : à quoi ressembleront les espaces publics de demain, et pour qui sont-ils conçus ?
Peut-on imaginer une ville plus inclusive et plus souple, et surtout : comment l'espace public peut-il devenir un levier pour réduire les inégalités sociales et territoriales ?
Il nous fallait donc réfléchir aux usages différenciés de la ville, aux multiples vulnérabilités à l'œuvre dans la pratique des espaces publics.
Car si l'égalité femmes-hommes est inscrite dans la loi du 21 février 2014 sur la programmation pour la Ville et la cohésion urbaine, sa traduction concrète dans la conception des espaces publics reste un défi majeur.



Bénédicte TILLARD, Directrice de projet NPRU Hem et Wattrelos, Astrid POLONCEAUX : cheffe de projet aménagement NPRU Loos et Wattignies

Une démarche collective et engagée :

C'est dans ce cadre qu'une étude d'une durée de 18 mois entre 2021 et 2023 cofinancée par la MEL et l'ANRU a été lancée, avec l'appui de spécialistes. Elle visait à :

- Construire une culture commune autour des enjeux d'inclusion, notamment de genre, en formant, sensibilisant et accompagnant les acteurs de la fabrique urbaine.
- Accompagner concrètement neuf projets de renouvellement urbain, en réalisant un diagnostic de terrain et en formulant des recommandations à destination des équipes de maîtrise d'œuvre.

Ce travail sur le terrain a nourri des ateliers métropolitains, véritables temps d'échange et de mise en commun entre sites et partenaires. Il s'agissait ensuite d'identifier les points de convergence, de faire émerger des constats partagés, et de capitaliser à l'échelle métropolitaine les enseignements de cette démarche.

Ce que nous avons retenu….

« Engager une réflexion autour des espaces publics inclusifs, c'est agir sur tout l'écosystème de l'espace public : l'éclairage, le mobilier, les aires de jeux, la végétalisation, la signalétique, les cours d'école, les mobilités, les matérialités, les activités artistiques / culturelles….

Et Les conditions de réussite pour y arriver sont multiples : le portage politique et technique, la sensibilisation, la mise en œuvre de nouvelles formes de concertation, un benchmark continu, un budget dédié.
Tout est presque réalisable même si toutes les conditions ne sont pas réunies, il suffit parfois de quelques forces vives ! »

Et maintenant ? On continue !

Depuis la fin de cette étude, nous avons fait le choix de poursuivre la dynamique à travers des actions concrètes et des expérimentations. Parmi les réalisations :

- Le maintien d'une sensibilisation continue avec :
  - Un atelier organisé lors des Assises de la Politique de la Ville en 2025 (Atelier à Roubaix –Quartier EPEULE)
  - Une présentation auprès des acteurs de l'IRDSU à Brest
  - La réalisation d'une feuille de route structurée autour de notre « arbre des objectifs Espace Public Inclusif », présentée à notre DGA,
  - Une poursuite du benchmark engagée avec d'autres collectivités, collectifs et associations engagés sur les mêmes thématiques.
  - En matière de réalisation concrète sur le terrain dans nos projets NPRU suite à ce travail : nous avons eu quelques avancées sur la dénomination des noms de rues, sur la programmation des aires de jeux, des mobiliers urbains (mobiliers plus inclusifs), sur des espaces publics plus désirables et poétiques, avec le droit à l'expérimentation

On se permet de rêver et d'aller plus loin… :

Avec une projection vers un ANRU 3 / et le développement de la thématique dans le contrat de Ville :

- Envisager une AMO spécialisée en amont des projets
- Engager des nouvelles formes de concertation
- Travailler sur une sensibilisation large et plus ludique : conférence , visites inspirantes
- Mettre en œuvre un démonstrateur sur le terrain « Espace public Inclusif »

Déployer la thématique sur d'autres politiques Métropolitaines :

- Faire évoluer nos documents cadre (charte de la qualité des espaces publics…)
- Accompagnement sur un site expérimental hors NPRU autour d'une étude sur le réaménagement autour du CHR de Lille – en cours
- Et bien plus encore….



Femmes des quartiers populaires : entre tempérance et transformation sociale

Fatima Ouassak et la puissance politique des femmes des quartiers populaires

Lors d'une intervention consacrée aux places des femmes dans les quartiers populaires, la militante et essayiste Fatima Ouassak a livré une analyse percutante. En revisitant les héritages coloniaux, en dénonçant les discriminations structurelles et en décryptant l'instrumentalisation contemporaine du féminisme, elle a proposé une lecture politique des luttes menées par les femmes non-blanches et met en lumière les contradictions d'une société où ces femmes oscillent entre victimisation, stigmatisation et émancipation. Une parole forte, qui interroge autant qu'elle dérange.

Une histoire longue d'instrumentalisation

« En France, nous sommes dans une longue tradition d'instrumentalisation de la cause des femmes non-blanches », rappelle-t-elle. Pour comprendre ce phénomène, il faut, selon elle, revenir aux logiques coloniales : le « dévoilement » forcé des femmes à Alger dans les années 1950, analysé par Frantz Fanon, ou encore l'usage du viol comme arme coloniale, documenté et dénoncé par Gisèle Halimi.

Ces pratiques appartiennent au passé, mais la mécanique politique qu'elles illustrent persiste. À partir des années 2000, le mouvement Ni putes ni soumises, les campagnes contre les mariages forcés ou l'excision auraient reconduit une forme de paternalisme institutionnel. « Ces politiques, souvent pensées loin du terrain, ont continué à désigner les femmes des quartiers comme un problème à résoudre plutôt qu'un sujet à écouter. »

Des victimes aux suspects : un changement de regard

Pour Fatima Ouassak, les débats successifs sur le voile, l'abaïa ou le burkini marquent un tournant. Les femmes et les jeunes filles musulmanes, autrefois présentées comme à protéger, deviennent désormais des acteurs soupçonnés — voire des menaces.
« Plus ces femmes trouvent leur place dans la société française, plus on invente de nouvelles barrières pour les en empêcher. »
La militante s'alarme également de l'essor d'un féminisme d'extrême droite, qui instrumentalise les violences sexistes pour nourrir un discours raciste. Citant les travaux de Sara Farris, elle décrit le féminationalisme, cette alliance entre nationalisme, racisme et pseudo-féminisme qui construit un patriarcat "des autres" pour mieux nier celui qui structure la société dominante.

Une lecture intersectionnelle indispensable

S'appuyant sur Kimberlé Crenshaw ou bell hooks, elle rappelle que la catégorie « femme » n'est pas homogène. Les expériences vécues diffèrent selon l'origine sociale, raciale ou migratoire.
« Le confort domestique de certaines repose sur le travail invisible de femmes non-blanches », souligne-t-elle, invitant à regarder en face les rapports de pouvoir qui traversent les foyers comme les politiques publiques.

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

Les mères comme force politique

Au cœur de son propos, une conviction : les mères sont un sujet politique à part entière.
La manière dont on parle des “mamans des quartiers” serait, selon elle, révélatrice d’un regard paternaliste :
« Je ne suis la maman que de mes enfants. Parler de “nos mamans” est une manière paternaliste, colonialiste, maternaliste. »

Ces femmes sont souvent sollicitées pour apaiser, pour “tenir les murs”, pour calmer les tensions. L’exemple de la mère de Nahel Merzouk, appelée à apaiser les colères après la mort de son fils, a illustré cette injonction permanente.

Mais ces mères sont loin d’être des gardiennes silencieuses. Elles portent une puissance collective. Des « Folles de la place Vendôme » dans les années 1980, à la crise du Covid-19 où elles ont assuré l’école, la solidarité, la logistique de quartier, ces femmes ont montré leur capacité à s’organiser et à agir.

Le phénomène dépasse la France : à Barcelone, des centaines de mères racisées, parfois sans papiers, ont défilé pour dénoncer les institutions qui leur retirent leurs enfants.

Une offensive conservatrice à l’échelle européenne

Fatima Ouassak alerte aussi sur une dynamique plus large : la montée d’un discours réactionnaire autour de la natalité. Elle cite le sommet de la démographie organisé par Viktor Orbán et Giorgia Meloni, où la fécondité des femmes blanches est célébrée au nom de la “civilisation chrétienne”.
« Le ventre des femmes blanches doit sauver l’Occident. Celui des femmes non-blanches devient un problème démographique. »
Un écho direct, selon elle, aux théories du “grand remplacement”.
Elle y voit les prémices d’une logique dangereuse : celle qui considère qu’on peut “se débarrasser d’un problème démographique”. Une logique qu’elle relie aux violences extrêmes observées à Gaza.

« Elles refusent la résignation »

Pour conclure, Fatima Ouassak revient sur l’essentiel : la capacité d’organisation des mères. Leur force, leur lucidité, leurs peurs et leur détermination.
« Les mères n’attendront pas qu’on parle pour elles. Elles ont peur pour leurs enfants, mais elles s’organisent. En France, comme ailleurs en Europe, elles refusent la résignation. Elles se battent. Elles ne rigolent pas. »



Plaidoyer :
Etre femme aujourd'hui en QPV



Ce plaidoyer est né d'un collectif de femmes de plusieurs quartiers populaires qui ont partagé leurs expériences, leurs attentes et leurs réalités du quotidien.
Elles appellent à :

- Reconnaître l'engagement invisible : elles cumulent des rôles essentiels mais non reconnus et non rémunérées : médiatrices, éducatrices, cuisinières, soutiens psychologiques. Elles sont les « femmes potomitan », piliers de leur communauté.

- Donner la parole aux jeunes filles : les jeunes filles ne vivent pas ce que nous avons vécu. Elles affrontent d'autres violences, d'autres formes de pression. Il faut les écouter et les intégrer dans les politiques publiques.

- Créer des espaces pour se retrouver : les femmes demandent des lieux de proximité, ouverts et couverts, pour discuter, partager, s'organiser – des espaces de liberté et d'entraide.

- Porter un féminisme inclusif : un féminisme universel, qui englobe toutes les femmes, qu'elles soient voilées ou non, racisées ou non, visibles ou invisibles, porteuses de handicap ou pas. Un féminisme de sororité.

- Revaloriser nos quartiers : ces quartiers sont des espaces de mixité, de solidarité, de créativité, où se construit l'avenir de la société.

- Lutter contre les discriminations structurelles : les femmes dénoncent la stigmatisation liée à leur adresse, à leur origine, à leur apparence.

> **On veut avoir la liberté de faire ce que l'on veut de notre corps.**
>
> **On est françaises, et on veut être libres**

« Vivre, c'est lutter ».
« On veut avoir la liberté de faire ce que l'on veut de notre corps. On est françaises, et on veut être libres ».

Les femmes des quartiers populaires portent un regard lucide, engagé et plein d'espoir sur leur condition. Elles ne demandent pas seulement à être entendues – elles prennent la parole, construisent une pensée ancrée dans le réel.
« Ce que nous voulons, c'est la liberté. Celle de penser, de s'habiller comme on veut, de vivre comme on veut ».

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

L'activité contributive de proximité des mères de famille dans les QPV

Un travail hors-emploi et une population d'actives en quête de reconnaissance ?

Chantal Nicole Drancourt

Je suis sociologue, témoin des profondes mutations de la société française et de l'État social. Après une carrière au CNRS, j'ai choisi d'ancrer mes recherches en Seine-Saint-Denis, au cœur d'un quartier prioritaire. C'est là que j'ai initié, avec ma collègue Lamia Bouadi, une expérimentation consacrée à l'activité contributive des mères de famille.

L'idée de départ est simple mais ambitieuse : dépasser les catégories classiques de l'« emploi » ou du « bénévolat », pour reconnaître un espace intermédiaire – **celui du travail hors-emploi.**

Dans les quartiers, de nombreuses femmes sont qualifiées d'« inactives ». Pourtant, les enquêtes le démontrent : elles sont loin de l'être. Débordées de tâches familiales, domestiques et sociales, elles assument des responsabilités immenses.

Mais, depuis janvier 2025, le cadre légal a changé : les allocataires du RSA doivent désormais être inscrits à France Travail, ce qui place même les mères de famille sous la contrainte d'une recherche active d'emploi.

Or, ces femmes, « indisponibles » pour un emploi classique, disposent malgré tout de quelques plages de temps. Nos recherches montrent qu'elles sont prêtes à s'engager, à condition que les activités proposées soient **émancipatrices, gratifiantes et capacitantes,** leur permettant de rester en veille professionnelle durant ces périodes de transition. C'est sur cette conviction que nous avons conçu l'expérimentation **MATER – Mamans Actives en Transition et Reconnaissance de l'Engagement.**



L'EXPÉRIMENTATION MATER

Depuis 18 mois, MATER mobilise entre quinze et vingt mères de famille, engagées 2 à 4 heures par semaine dans des **activités contributives.**

Ces femmes, pour la plupart inscrites dans des parcours d'accompagnement socio-professionnels, n'envisagent ni formation ni retour à l'emploi à court terme. Elles constituent un public « introuvable » pour les dispositifs classiques, un casse-tête pour les prescripteurs de l'emploi.
Nous leur proposons une nouvelle voie : l'activité contributive, que nous définissons selon cinq dimensions.

1- Une activité productive informelle, proche des statuts existants de « travailleurs solidaires », qui produit de la valeur.

2- Une activité administrée, ciblée sur un public spécifique – des mères avec charges familiales, souvent éloignées de l'emploi.

3- Une activité autonome, échappant au rapport de subordination, adaptée aux disponibilités temporelles et aux compétences des participantes.

4- Une activité adossée à l'économie sociale et solidaire, dans des structures qui co-produisent des services avec salariés et contributrices.

5- Une activité indemnisée, puisque la mobilisation de force de travail doit donner lieu à reconnaissance légale et compensation. Nous envisageons **un bonus contributif forfaitaire,** à la fois immatériel (accompagnement, formation) et matériel (monétaire ou en nature).

Cette définition marque une rupture avec le bénévolat : alors que celui-ci appartient au monde du don, l'activité contributive s'inscrit dans le monde de la production économique.

Sur le terrain, les résultats sont tangibles. Les contributrices rompent l'isolement, retrouvent une estime d'elles-mêmes, participent à la vie collective dans un cadre gratifiant. Les structures d'accompagnement vers l'emploi, quant à elles, accueillent favorablement cette alternative pour des publics difficilement mobilisables. Enfin, l'activité contributive apparaît comme une alternative crédible au principe controversé de « contrepartie » imposé aux bénéficiaires du RSA : elle maintient l'inconditionnalité de l'allocation, tout en ajoutant une bonification volontaire.

Enjeux de reconnaissance et perspectives

Cette expérimentation prend place dans un contexte plus large de transformation de l'État social. Depuis vingt ans, la logique providentielle recule au profit d'une logique d'investissement social : une action publique plus territorialisée, préventive, contractualisée, qui encourage le partenariat avec la société civile. Dans les quartiers, cela se traduit par l'essor des tiers-lieux, des pratiques de co-production, des appels à la participation des habitants.

Or, qui répond à ces appels ?

Le plus souvent, des mères de famille sans emploi. On les retrouve dans les comités d'usagers des centres sociaux, comme ambassadrices santé ou sécurité, comme bénévoles lors des fêtes de quartier, ou dans l'aide aux devoirs.
Elles assurent un renfort productif citoyen dans des services d'intérêt général, mais sous des statuts inadaptés – bénévolat, volontariat, charité – qui ne correspondent pas à la nouveauté de leur rôle.

Il est donc temps de requalifier ce travail. Les mères mobilisées ne doivent pas être réduites à des « femmes » génériques, mais reconnues pour ce qu'elles sont : des actives en transition, productrices de valeur sociale et économique. L'activité contributive offre une voie pour formaliser cette reconnaissance, éviter une dérive vers l'informalité, et inscrire ces pratiques dans un cadre légal innovant.

À court terme, cette expérimentation constitue une solution pragmatique pour occuper des mères indisponibles tout en valorisant leurs compétences. À long terme, elle interroge la capacité de l'État social à inventer de nouvelles catégories de travail, adaptées aux mutations des services publics et aux besoins sociaux émergents.

> Aujourd'hui, être « femme au foyer » ne correspond plus à un statut reconnu. La mise en place de la PUMa en 2016 a individualisé les droits sociaux, mais a effacé la reconnaissance de ces activités. L'activité contributive propose de combler ce vide : reconnaître, indemniser et valoriser le travail invisible des mères, au service du lien social et du vivre-ensemble.

Conclusion

L'expérience MATER montre qu'il est possible d'inventer un cadre inédit, entre emploi et bénévolat, pour valoriser l'engagement des mères de quartiers populaires. Ces femmes dites « inactives » démontrent chaque jour qu'elles sont des actives, contributrices essentielles au tissu social et à la solidarité de proximité. En les reconnaissant comme telles, nous faisons un pas vers un État social renouvelé, fondé sur l'investissement, la justice et la dignité.



Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

Quelle place pour les femmes dans l'emploi dans les quartiers populaires ?

Une clé d'analyse majeure de la pauvreté et de l'émancipation

À travers une étude nationale, Le Compas a mis en évidence un lien étroit entre le taux d'activité féminin et le niveau de pauvreté d'un territoire. Plus les femmes travaillent, plus la pauvreté recule. Ce constat se vérifie dans les départements de l'Ouest, où malgré des revenus modestes, la pauvreté reste faible grâce à une forte participation des femmes au marché du travail. À l'inverse, dans les quartiers de la politique de la ville (QPV), la pauvreté se conjugue avec une moindre activité féminine. Comprendre cette situation, ses causes et ses conséquences permet d'éclairer les enjeux sociaux, économiques et égalitaires qui traversent les quartiers de la politique de la ville.

Des écarts d'activité marqués entre les femmes des quartiers et le reste de la population

Entre 2009 et 2020, le taux d'activité des femmes de 25 à 54 ans dans les QPV a reculé de 2,5 points pour atteindre 69,9 %, tandis qu'il augmentait au niveau national (87,8 %). Cet écart de près de 18 points traduit une inégalité qui ne cesse de s'accroître et qui donc peut se croiser avec l'augmentation de la pauvreté dans les quartiers. Les femmes des quartiers sont pourtant légèrement plus diplômées que les hommes, mais elles restent moins souvent en emploi. Cette situation varie selon les typologies de quartiers : dans les centres anciens, la participation féminine est plus élevée, tandis qu'elle est nettement plus faible dans les grands ensembles de logements sociaux peu mixtes socialement.

Des structures familiales spécifiques qui influent sur l'activité

Dans les quartiers populaires, la structure familiale pèse fortement sur la présence des femmes sur le marché du travail. Près de huit femmes sur dix âgées de 25 à 54 ans ont au moins un enfant à charge, contre sept sur dix à l'échelle nationale. La présence d'un enfant est donc plus fréquente pour les femmes des quartiers. De plus, 37 % d'entre elles élèvent seules leur(s) enfant(s), soit un taux de monoparentalité largement supérieur à la moyenne française (22 %). Contrairement à la tendance nationale, les femmes seules — avec ou sans enfant — sont plus souvent actives dans les quartiers que les femmes en couple. L'isolement pousse à travailler, tandis que la vie en couple permet parfois de vivre sur un revenu unique. L'enjeu n'est donc pas la seule présence d'enfants, mais bien la structure familiale et les conditions économiques qui l'accompagnent.

69,9%

taux d'activité des femmes de 25 à 54 ans dans les QPV

Un chômage et une précarité plus forts

Être active ne garantit pas l'emploi. Dans les QPV, près d'un tiers des femmes (31 %) déclarent être au chômage, soit plus du double de la moyenne nationale. De plus, celles qui travaillent occupent plus souvent des emplois précaires : un quart d'entre elles est en situation d'incertitudes professionnelles (liée au type de contrat) et un tiers travaille à temps partiel (pour beaucoup de femmes il y a un contrat à durée déterminé et un temps partiel qui se cumulent). Ces formes d'emploi subies, s'ajoutant à la présence d'enfant(s), renforcent la vulnérabilité économique et la dépendance financière. S'y ajoute la déqualification : 44 % des femmes diplômées du supérieur exercent un emploi inférieur à leur niveau, contre 25 % des femmes en moyenne nationale.

Des inégalités accrues pour les femmes immigrées et les jeunes mères

Les femmes immigrées sont plus fréquemment concernées par l'absence d'emploi : leur taux d'activité atteint 63 %, contre 70 % pour les femmes non immigrées dans les quartiers et la probabilité d'être au chômage est de 35 %. L'effet des discriminations, notamment liées au genre, à l'origine ou à la religion, pèse lourdement. La parentalité précoce accentue ces écarts : 15 % des jeunes femmes de moins de 25 ans dans les quartiers ont déjà un enfant à charge, deux fois plus qu'ailleurs. Or, la maternité précoce se traduit souvent par un retrait durable du marché du travail (qui se croise avec l'arrêt des études).

Mobilité et contraintes matérielles : des freins complémentaires à l'emploi

Les femmes en emploi sont nombreuses à ne pas disposer de véhicule personnel, une difficulté majeure dans des territoires où les emplois accessibles (grande distribution, entretien, aide à domicile) exigent souvent des horaires décalés et des déplacements multiples. La mobilité constitue donc un frein structurel, autant que le manque de solutions de garde d'enfants, qui pèse particulièrement sur les mères seules.

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

Quelle place pour les femmes dans l'emploi dans les quartiers populaires ?

Des conséquences sociales multiples

Les faibles taux d'activité féminins dans les quartiers populaires alimentent la précarité des ménages. Moins d'emplois, ce sont moins de revenus, plus de dépendance aux prestations sociales et un risque accru de pauvreté pour les enfants. Cette situation affecte également la capacité d'émancipation des femmes : faute d'autonomie financière, beaucoup ne peuvent quitter un conjoint, même en cas de difficultés conjugales. À cela s'ajoute une perte de réseau professionnel : l'absence d'emploi prive les mères d'un capital relationnel utile par exemple à la réussite scolaire et à l'orientation de leurs enfants, notamment pour la recherche de stages. Pour les femmes elles-mêmes ces absence de réseau professionnel a aussi un effet sur les possibilités de rencontrer d'autres situations sociales de femmes et d'autres perspectives. Il faut aussi croiser cela avec la faiblesse constatée de la pratique sportive (plus de deux fois plus faible que pour les femmes hors quartiers prioritaires). Le sport est en effet l'occasion de rencontrer d'autes personnes qui vivent en dehors du quartier d'habitation.

Des leviers d'action à renforcer

Pour agir, il convient d'abord de lever les discriminations et d'améliorer les conditions d'accès à l'emploi : mobilité, garde d'enfants, accompagnement individualisé. Le développement des solutions de transport ou d'aides au permis, l'expérimentation de modes de garde souples et la généralisation de dispositifs comme Territoires zéro chômeur peuvent constituer des leviers d'émancipation. Cet effet est amplifié pour les femmes migrantes mais aussi pour les femmes en situation de monoparentalité. Le Conseil National des Villes appelle d'ailleurs à adapter les politiques d'insertion aux réalités des mères isolées : un accompagnement sur mesure, des formations adaptées, une prise en compte des contraintes familiales. La présence des services publics dans les quartiers est une nécessité afin de permettre aux femmes isolées de pouvoir allier vie professionnelle, épanouissement personnel et gestion des contraintes familiales.

En conclusion

L'émancipation, objectif central des contrats de ville, passe nécessairement par l'emploi des femmes. Or, la tendance actuelle, marquée par la baisse de leur activité, constitue un signal d'alerte. Redonner aux femmes des quartiers populaires la possibilité de travailler, c'est lutter contre la pauvreté, renforcer la mixité sociale et offrir aux enfants de meilleures perspectives. L'emploi féminin est un levier essentiel, non seulement pour l'égalité entre les sexes, mais aussi pour l'avenir des quartiers prioritaires.



Hervé GUERY, directeur du COMPAS

Quand les femmes avancent, la pauvreté recule.

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

Entretien

Roman Vareilles, coordinateur scientifique de l'Observatoire des discriminations de Montpellier.
Elsa Ronchi, responsable adjointe du service Cohésion sociale, Direction Déléguée Égalités et Territoires, Ville de Montpellier.

Roman, avant rentrer dans le vif du sujet, pourrais-tu raconter succinctement ton parcours, tes sujets de recherches et comment tu as « atterri » à l'observatoire des discriminations de Montpellier ?

J'ai d'abord mené une thèse en science politique sur les mouvements postcoloniaux contre le racisme en France avant de poursuivre par un post-doctorat en sociologie au sein de l'Observatoire des discriminations de Montpellier qui est un partenariat entre la Ville de Montpellier et le laboratoire Leiris de l'Université Paul Valéry Montpellier. J'y mène des recherches sur les discriminations dans les quartiers prioritaires à partir de thématiques annuelles comme les personnes en situation de handicap, la monoparentalité, la dématérialisation du service public, l'accès au logement ou l'accès à l'emploi.

Comment est venue l'idée de faire cette étude sur l'accès à la formation et à l'emploi des femmes des QPV ?

Cette étude part d'un constat statistique basé sur des données nationales et locales : dans les quartiers prioritaires, le taux d'activité des femmes est plus faible que celui des hommes mais aussi plus faible que celui des femmes qui vivent sur le reste du territoire. Il y a donc une inégalité de genre et de territoire que nous avons cherché à comprendre et identifiant les obstacles spécifiques dans l'accès à la formation et l'emploi rencontrés par les femmes des quartiers prioritaires.

Dans la façon dont tu as mené ta recherche, y a-t-il une spécificité à ta démarche méthodologique ?

Dans une démarche de méthode mixte, je me suis sommes d'abord appuyé sur des données statistiques de seconde main avant d'utiliser des outils de méthode qualitative comme les entretiens et l'observation participante. Les entretiens ont été menés en deux temps : d'abord auprès de professionnel.le.s du travail social, qui m'ont partagé leur expertise sur la question de l'insertion professionnelle, puis auprès d'habitantes de quartiers prioritaires qui m'ont restitué leur parcours et leurs expériences liées au travail. Ces témoignages sont aussi complétés par des moments d'observation au sein de structures d'accompagnement, d'associations ou d'évènements qui m'ont ouvert leurs portes.



Est-ce que tu peux évoquer les principaux résultats de ta recherche et dire en quoi ils viennent apporter un éclairage nouveau sur la question des discriminations ?

J'ai pu identifier trois principaux freins dans l'accès à l'emploi : la mobilité, la garde d'enfant et les discriminations à l'embauche. Dans un contexte de relégation urbaine et de précarité économique, l'absence de mobilité peut créer une indisponibilité sur le marché du travail. Par ailleurs, les témoignages font état de difficultés à se libérer du travail invisible et des obligations familiales auxquelles sont assignées les femmes par des processus de contrôle social et de précarité économique. Enfin, cette étude a permis de confirmer l'ampleur des discriminations à l'embauche : les enquêtées témoignent de nombreuses expériences de refus d'embauche qu'elles associent à plusieurs critères comme leur lieu de résidence, leur couleur de peau, leur nom ou leur religion. Les inégalités qu'elles subissent sont donc liées à la foi à leur classe, leur genre et leur origine migratoire, ce qui invite à penser l'imbrication des rapports de domination qu'elles subissent.

Par rapport à ces résultats de recherche, pourrais-tu citer des enjeux dont pourrait s'emparer l'action publique selon toi ?

À partir de ces résultats, nous avons formulé des préconisations relatives aux processus identifiés comme l'augmentation des places disponibles en crèche ou la sensibilisation aux modes de garde individuelle qui restent peu sollicités. Parallèlement, la sensibilisation aux discriminations à l'emploi peut être améliorée par la mise en place de rencontres entre employeurs et demandeurs au sein des quartiers prioritaires et d'espaces de parole pour favoriser l'expression des victimes. Enfin, l'accès aux droits peut-être aussi être renforcé par une meilleure information sur les recours existants comme le Défenseur des Droits.

Propos de la Ministre

Mesdames et messieurs les coprésidents, mesdames et messieurs les élus, mesdames et messieurs les professionnels de la politique de la ville et les acteurs du quotidien, chers amis, je me réjouis de pouvoir m'adresser à vous directement, même si je n'ai pas pu vous rejoindre à Brest pour ces journées nationales de l'inter-réseau du développement social et urbain. Mais je tenais toutefois à vous dire que le thème que vous avez choisi pour ces journées, la place des femmes dans les quartiers, est un sujet qui me tient particulièrement à cœur. Oui, nous savons tous à quel point les femmes jouent un rôle crucial dans la vie des quartiers, mais aussi au sein des familles, au point que l'on peut dire aujourd'hui que les quartiers politiques de la ville sont bien des matriarcats. J'en ai fait un marqueur de mon action depuis mon arrivée au ministère et je veux que les femmes puissent avoir les moyens de s'émanciper. Je sais que c'est aussi votre combat et je vous soutiens pleinement.

Le comité interministériel des villes, qui s'est réuni le 6 juin dernier, a d'ailleurs porté des messages forts pour permettre l'émancipation des femmes. Parce que pour s'émanciper, il faut être soutenu dans ses projets professionnels et économiques. C'est ce que nous faisons. Pour cela, nous avons mobilisé du microcrédit avec 150 millions d'euros de prêts d'honneur quartiers que je souhaite cibler sur les femmes entrepreneurs. Pour aider les femmes à s'autonomiser aussi, nous renforçons la conciliation entre la vie professionnelle et la vie familiale.

Le CIV porte ainsi un axe dédié à la petite enfance et à la jeunesse, avec des mesures en soutien des mères de famille. Par exemple, 100 crèches nouvelles seront créées d'ici 2029, avec le concours du Fonds de Co-investissement de l'ANRU. mais aussi nous allons créer 100 classes supplémentaires chaque année à partir de 2026. Ces exemples ne sont qu'une petite partie des 43 mesures du comité interministériel des villes dont l'objectif est d'améliorer la vie des femmes dans les quartiers. C'est aussi de les aider à se libérer de leurs contraintes familiales.

Ce comité sera la feuille de route de la politique de la ville pour les prochains mois et je sais que je peux compter sur votre réseau mais aussi sur les élus locaux, les associations et tous les acteurs qui se battent pour améliorer nos conditions de vie dans les quartiers. Vous l'aurez donc saisi, mon message, c'est soutenir pour émanciper, surtout lorsqu'il s'agit des femmes. Je terminerai par cette très belle phrase de Simone de Beauvoir dans Le Deuxième Sexe. C'est par le travail que la femme a en grande partie franchi la distance qu'il a séparée de l'homme.



Juliette MEADEL,
Ministre déléguée chargée de la Ville

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

Discours de clôture des journées nationales



Patricia Salaun Kerhornou
Vice présidente en charge du Logement, de l'Hébergement et de la Politique de la Ville-Brest Métropole

Chers amis, car oui après ces 2 jours passés avec vous, j'ai spontanément envie de vous appeler chers amis !

Je rebondis à chaud sur le discours de la ministre, et n'ai qu'une chose à dire : dommage qu'elle n'est pas été présente ce matin pour écouter Rokkaya Diallo nous parler d'intersectionnalité et d'universalisme concret.

Je voudrais quand même, revenir sur le propos de la ministre invitant à l'action concrète et annonçant un fort engagement de l'Etat pour les femmes. Dans ce cas, que penser du cri d'alarme cette semaine des CIDFF partout en France, en grande difficulté, et en situation de crise inédite, du fait des crédits de l'Etat bloqués, qui engendrent des suppressions de postes, licenciements, des fermetures de permanence qui ont des conséquences concrètes sur l'accueil des femmes et la protection des femmes victimes de violence.

Pour conclure ces journées, je tiens à vous dire que je suis vraiment heureuse et émue d'avoir été à vos côtés tout au long de ces 2 riches journées (et heureusement que je n'ai pas trop chanté hier au karaoké pour préserver un peu de ma petite voix !)

2 riches journées par ses débats, ses exposés, ses parcours en quartiers qui nous ont permis de confronter nos approches, nos points de vue, nos similitudes, mais aussi nos différences... Et la conflictualité que cela engendre.
A mon sens, la conflictualité, n'est pas le conflit... elle est la résultante des divergences d'un groupe humain constitué d'êtres singuliers dans des environnements multiples.
Elle doit être accueillie pour faire société pour toujours plus de cohésion sociale, de bien vivre ensemble et d'intégration du développement social et urbain dans l'ensemble de nos politiques publiques.
J'ai toujours à cœur de dire et rappeler à mes collègues élus que la politique de la ville sans les politiques ordinaires n'a pas de sens !

Nos équipes, partenaires, habitantes et habitants, vous ont accueilli avec enthousiasme pour vous présenter notre territoire et nos actions et peut-être des pépites, pour vous inspirer, mais sachez que vos questions, vos réactions, vos regards nous ont véritablement nourris et enrichis

Alors merci à toutes et tous , un grand merci à L'IRDSU qui a choisi BREST pour ces vingtièmes journées Nationales , merci à l'équipe locale pour la préparation de ces journées.
Et pour celles et ceux qui resteraient sur Brest ce soir, je vous invite au temps festif et culturel « des Fenêtres ouvertes » dans le quartier de Kerangoff à partir de 18h.
Et vous souhaite à toutes et tous un bon retour et bon développement social urbain !

> **la conflictualité, n'est pas le conflit... elle est la résultante des divergences d'un groupe humain constitué d'êtres singuliers**

Jamal KHAY
Co-président de l'IRDSU



Nous venons de refermer un chapitre vibrant à l'occasion du 20eme anniversaire des Journées Nationales du Réseau IRDSU à Brest Métropole. Un moment suspendu, fait de paroles fortes, de personnes engagées , d'émotions partagées et de convictions renouvelées qui redonne de l'énergie à l'ensemble des professionnels engagés dans les quartiers populaires.

Une première édition pour moi en tant que co-president de l'IRDSU aux côtés de Estella KLEIN co-presidente et surtout binôme de choc !

Nous avons écouté des femmes puissantes, Fatima Ouassak, Rokhaya Diallo, des chercheur·es éclairant.e.s, des élu·es ancré·es, des habitant·es déterminé·es.
Nous avons découvert des initiatives inspirantes, arpenté des quartiers incroyables et réfléchi à la place des femmes dans la fabrique urbaine.

À Brest, nous avons ressenti une énergie rare : celle d'un collectif qui croit à une autre manière de faire la ville plus juste, plus inclusive, plus humaine.

Celle que porte le développement social urbain.

Merci à toutes celles et ceux qui ont rendu ce rendez-vous possible. Merci à Brest Métropole pour son accueil exceptionnel et l'énergie déployée par ses élu.es et ses équipes !

Merci à notre équipe du Réseau IRDSU au travers ses membres qui se sont fortement mobilisés pour rendre ce moment incroyable.
Mention spéciale à notre DG Khalid IDA-ALI , véritable chef d'orchestre qui a construit ses journées avec un véritable sens du collectif (accompagnée par Amanda Appavoo fraîchement arrivée à l'IRDSU)

Et parce que ces journées sont un élan, un souffle, une promesse :

Rendez-vous en 2026 à Marseille !

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

S	O	R	O	R	I	T	É	A	O	A	M	X	N
A	G	I	H	I	N	C	L	U	S	I	O	N	W
S	T	T	E	S	O	L	I	D	A	R	I	T	É
É	G	A	L	I	T	É	V	O	I	X	K	B	T
U	J	B	J	Z	D	R	E	M	B	W	C	Z	S
B	N	H	N	W	M	S	A	P	W	O	O	U	U
R	É	S	I	S	T	A	N	C	E	C	U	Z	T
M	C	F	V	G	A	F	E	M	M	E	S	L	C
T	G	É	M	A	N	C	I	P	A	T	I	O	N
O	C	Q	C	I	T	O	Y	E	N	N	E	T	É
C	J	D	Q	Y	A	O	A	F	T	H	X	M	P
J	U	S	T	I	C	E	Q	U	R	J	X	S	X
X	V	U	D	D	I	G	N	I	T	É	P	Z	J
I	V	J	U	K	F	É	M	I	N	I	S	M	E

FEMMES
ÉGALITÉ
ÉMANCIPATION
SORORITÉ
RÉSISTANCE
SOLIDARITÉ
JUSTICE
FÉMINISME
INCLUSION
DIGNITÉ
CITOYENNETÉ
VOIX

Rejoignez nous !

La communauté des professionnels du développementsocial urbain

IR DSU Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain

Les outils de l'IR-DSU

Le carnet-métier : un compagnon indispensable

Ce guide regroupe des outils au service des équipes en charge de la Politique de la ville, et plus largement des professionnel-le-s du développement territorial.



Coop ou pas coop : la coopération un enjeu d'équipe

Le jeu Coop ou pas Coop est un objet à s'approprier, un super outil pour mettre la question de la coopération effective et de la cohésion en débat au sein d'un collectif (interne, inter- partenaires)



Publicité

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales